

Introduction

PREUVE EN CHEF DE TRANSÉNERGIE

TABLE DES MATIÈRES

Introduction5

Annexes

Annexe A Article 73 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*
Annexe B *Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie*

1 INTRODUCTION

2 Le présent dossier est soumis à la Régie de l'énergie (la « Régie ») à la suite
3 d'une demande formulée par Hydro-Québec Production (le « Producteur ») de
4 raccorder la centrale de l'Eastmain-1 au réseau d'Hydro-Québec dans ses
5 activités de transport d'électricité (le « Transporteur »).

6 Essentiellement, ce projet de raccordement consiste à construire une ligne biterne
7 à 315 kV d'environ 59 km entre le poste de départ de la centrale de l'Eastmain-1
8 et le poste de la Nemiscau. Le projet requiert également des travaux aux postes
9 de Hertel, de La Vérendrye, ainsi qu'à ceux de Radisson, de la Chamouchouane
10 et de La Prairie. Le coût des travaux associés au raccordement de la centrale, tel
11 qu'il appert du tableau 1 de la pièce HQT-6, document 1, est de 145,7M\$.

12 La présente demande vise à obtenir l'autorisation de la Régie conformément à
13 l'article 73 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (la « Loi ») et du *Règlement sur les*
14 *conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie*
15 (« Règlement »). Le texte de l'article 73 de la Loi et celui du Règlement sont
16 reproduits aux annexes A et B du présent document.

17 Le Transporteur a déployé tous les efforts nécessaires à la préparation d'un
18 dossier le plus complet possible. À cet effet, la preuve au soutien de la demande
19 inclut tous les renseignements exigés par le Règlement de la Régie. Un tableau
20 de concordance entre les pièces du dossier et les renseignements requis par le
21 Règlement est d'ailleurs joint à la liste des pièces afin de faciliter la consultation du
22 dossier. La Régie sera ainsi en mesure de s'assurer que toutes les informations
23 requises pour son autorisation sont fournies.

24 Tout comme il l'a fait dans le cadre de la présentation du dossier R-3522-2003¹, le
25 Transporteur présente, à la pièce HQT-3, document 1, une description du
26 processus de réalisation d'un projet sur son réseau de transport. Il est d'avis que

¹ Programme de sécurisation du réseau de transport d'électricité d'Hydro-Québec/Déglaçeur au poste de Lévis et travaux connexes.

1 l'assimilation de ce processus permettra à la Régie de mieux comprendre les
2 étapes de la réalisation d'un projet ainsi que les rôles et responsabilités des
3 divisions de l'entreprise qui y sont impliquées, dont la division Hydro-Québec
4 Équipement. Cette relation d'affaires, essentielle à la réalisation de la mission du
5 Transporteur, respecte d'ailleurs la pratique généralement observée au sein de
6 l'industrie ainsi que les assises réglementaires établies par la Régie.

7 La Régie sera en mesure de constater que l'information disponible devient de plus
8 en plus précise à mesure que le projet franchit les diverses étapes du processus.
9 En effet, l'information quant aux autres solutions envisagées à la première étape
10 du processus, soit celle des études de planification, est moins précise que
11 l'information relative à la solution retenue, qui s'est précisée davantage à chacune
12 des étapes ultérieures du processus.

13 Enfin, la Régie sera à même de constater que ce processus, rigoureux et éprouvé
14 au fil des ans, assure la mise en place de solutions optimales tant sur le plan
15 économique que sur les plans social et environnemental.

Annexe A
Article 73 de la Loi sur la Régie de l'énergie

Autorisation de la Régie.

73. Le transporteur d'électricité, le distributeur d'électricité et les distributeurs de gaz naturel doivent obtenir l'autorisation de la Régie, aux conditions et dans les cas qu'elle fixe par règlement, pour:

- 1° acquérir, construire ou disposer des immeubles ou des actifs destinés au transport ou à la distribution;
- 2° étendre, modifier ou changer l'utilisation de leur réseau de transport ou de distribution;
- 3° cesser ou interrompre leurs opérations;
- 4° effectuer une restructuration de leurs activités ayant pour effet d'en soustraire une partie de l'application de la présente loi.

Demande d'autorisation.

Dans l'examen d'une demande d'autorisation, la Régie tient compte des préoccupations économiques, sociales et environnementales que peut lui indiquer le gouvernement par décret et, dans le cas d'une demande visée au paragraphe 1°, tient compte le cas échéant:

- 1° des prévisions de vente du distributeur d'électricité ou des distributeurs de gaz naturel et de leur obligation de distribuer;
- 2° des engagements contractuels des consommateurs du service de transport d'électricité et, le cas échéant, de leurs contributions financières à l'acquisition ou à la construction d'actifs de transport et de la faisabilité économique de ce projet.

Autorisation.

L'obtention d'une autorisation en application du présent article ne dispense pas de demander une autorisation par ailleurs exigée en vertu d'une loi.

1996, c. 61, a. 73; 2000, c. 22, a. 24.

Annexe B
***Règlement sur les conditions et les cas requérant
une autorisation de la Régie de l'énergie***

Gouvernement du Québec

Décret 970-2001, 23 août 2001

Loi sur la Régie de l'énergie
(L.R.Q., c. R-6.01)

Régie de l'énergie

— Conditions et cas requérant une autorisation

CONCERNANT le Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 114 de la Loi sur la Régie de l'énergie (L.R.Q., c. R-6.01), la Régie de l'énergie peut déterminer par règlement les conditions et les cas où une activité visée à l'article 73 de cette loi requiert une autorisation;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 115 de la Loi sur la Régie de l'énergie, les règlements de la Régie sont soumis au gouvernement pour approbation;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement a été publié dans la partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 mars 2001 avec avis qu'il pourrait être soumis à l'approbation du gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE la Régie de l'énergie a soumis au gouvernement pour approbation un règlement modifié;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver le Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie, avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles :

QUE le Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie, annexé au présent décret, soit approuvé avec modifications.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie

Loi sur la Régie de l'énergie
(L.R.Q., c. R-6.01, a. 114, 1^{er} al. par. 6°, et 2^e al.; 2000, c. 22, a. 51)

1. Une autorisation de la Régie de l'énergie est requise pour :

1° acquérir, construire ou disposer des immeubles ou des actifs destinés au transport ou à la distribution ainsi que pour étendre, modifier ou changer l'utilisation du réseau de transport ou de distribution dans le cadre d'un projet de :

a) transport d'électricité d'un coût de 25 millions de dollars et plus;

b) distribution d'électricité d'un coût de 10 millions de dollars et plus;

c) distribution de gaz naturel d'un coût de 1,5 million de dollars et plus lorsque les livraisons annuelles du distributeur sont de 1 milliard de mètres cubes et plus;

d) distribution de gaz naturel d'un coût de 450 000 dollars et plus lorsque les livraisons annuelles du distributeur sont inférieures à 1 milliard de mètres cubes;

2° cesser ou interrompre les opérations du transporteur ou du distributeur pour des raisons autres que la sécurité publique ou l'exploitation normale d'un réseau;

3° effectuer une restructuration des activités du transporteur ou du distributeur ayant pour effet d'en soustraire une partie de l'application de la loi.

Une autorisation est également requise pour les projets dont le coût est inférieur aux seuils énoncés au paragraphe 1° du premier alinéa et qui n'ont pas encore été reconnus prudemment acquis et utiles pour l'exploitation du réseau de transport d'électricité, du réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 49 de la Loi sur la Régie de l'énergie (L.R.Q., c. R-6.01).

Le deuxième alinéa ne s'applique pas aux projets de rétablissement du service, ni aux travaux de raccordement demandés au distributeur ou au transporteur après la date de dépôt d'une demande d'autorisation.

2. Toute demande d'autorisation en vertu du premier alinéa de l'article 1, doit être accompagnée des renseignements suivants :

- 1° les objectifs visés par le projet;
- 2° la description du projet;
- 3° la justification du projet en relation avec les objectifs visés;
- 4° les coûts associés au projet;
- 5° l'étude de faisabilité économique du projet;
- 6° la liste des autorisations exigées en vertu d'autres lois;
- 7° l'impact sur les tarifs incluant une analyse de sensibilité;
- 8° l'impact sur la fiabilité du réseau de transport d'électricité et sur la qualité de prestation du service de transport d'électricité ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel;

9° le cas échéant, les autres solutions envisagées, accompagnées des renseignements visés aux paragraphes précédents.

3. Une demande d'autorisation pour acquérir, construire ou disposer des immeubles ou des actifs destinés au transport ou à la distribution doit également être accompagnée des renseignements suivants :

- 1° selon la nature du projet, la liste des principales normes techniques qui y seront appliquées;
- 2° le cas échéant, les prévisions de vente attribuables au projet du distributeur d'électricité ou des distributeurs de gaz naturel;
- 3° le cas échéant, les engagements contractuels des consommateurs du service ainsi que leurs contributions financières.

4. Une demande d'autorisation pour étendre, modifier ou changer l'utilisation du réseau de transport ou de distribution ainsi qu'une demande en vertu des paragraphes 2° ou 3° du premier alinéa de l'article 1 doivent être également accompagnées d'une analyse des impacts sur l'application de la loi, de ses règlements et des ordonnances ou décisions de la Régie.

5. Une demande d'autorisation visée au deuxième alinéa de l'article 1 est faite par catégorie d'investissements et doit comporter les informations suivantes :

- 1° la description synthétique des investissements et de leurs objectifs;

- 2° les coûts associés à chaque catégorie d'investissements;
- 3° la justification des investissements en relation avec les objectifs visés;
- 4° l'impact sur les tarifs;
- 5° l'impact sur la fiabilité du réseau de transport d'électricité et sur la qualité de prestation du service de transport d'électricité ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel.

6. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour suivant la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, à l'exception des deuxième et troisième alinéas de l'article 1 qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

36741

Gouvernement du Québec

Décret 971-2001, 23 août 2001

Loi sur la Régie de l'énergie
(L.R.Q., c. R-6.01)

Régie de l'énergie

- **Redevance annuelle**
- **Taux et modalités de paiement**
- **Modifications**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les taux et les modalités de paiement de la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 112 de la Loi sur la Régie de l'énergie (L.R.Q., c. R-6.01), le gouvernement peut déterminer par règlement les taux et les modalités de paiement de la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie par un distributeur;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de cet article modifié par l'article 50 du chapitre 22 des lois de 2000 et modifié de nouveau par l'article 3 du chapitre 16 des lois de 2001, les taux et les modalités peuvent notamment varier selon les distributeurs ou catégories de distributeurs; le règlement peut aussi exclure notamment un distributeur ou une catégorie de distributeurs et, dans le cas d'un distributeur de produits pétroliers, l'exclure également en fonction des volumes d'essence ou de carburant diesel destinés aux marchés québécois qu'il raffine, échange avec un raffineur ou apporte au Québec;